

F 93 — 453

15 JANVIER 1993. — Arrêté ministériel portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative pour l'agrément des entreprises de travail intérimaire

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,

Vu le décret du Conseil régional wallon du 27 juin 1991 relatif à l'agrément des entreprises de travail intérimaire, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 septembre 1991 portant exécution des articles 2 et 15 du décret du 27 juin 1991 relatif à l'agrément des entreprises de travail intérimaire, notamment l'article 6,

Arrête :

Article 1er. Le règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative pour l'agrément des entreprises de travail intérimaire annexé au présent arrêté est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er juillet 1992.

Namur, le 15 janvier 1993.

A. LIENARD

Annexe à l'arrêté ministériel du 15 janvier 1993

**REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR DE LA COMMISSION CONSULTATIVE
POUR L'AGREMENT DES ENTREPRISES DE TRAVAIL INTERIMAIRE**

Article 1er. Pour l'application du présent règlement, on entend :

1° par « décret » : le décret du Conseil régional wallon du 27 juin 1991 relatif à l'agrément des entreprises de travail intérimaire;

2° par « arrêté » : l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 septembre 1991 portant exécution des articles 2 et 15 du décret;

3° par « Conseil » : le Conseil économique et social de la Région wallonne;

4° par « Commission » : la Commission consultative d'agrément des entreprises de travail intérimaire instituée au sein du Conseil;

5° par « organisation » : les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs représentées à la Commission;

6° par « groupe » : l'ensemble des organisations représentatives des employeurs d'une part, des travailleurs d'autre part;

7° par « entreprise » : l'entreprise de travail intérimaire;

8° par « Ministre » : le Ministre de la Région wallonne ayant l'Emploi dans ses attributions;

9° par « Administration » : la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne.

Art. 2. Le siège de la Commission est situé au Conseil où doit lui être adressé tout courrier. L'adresse complète de la Commission doit figurer sur tous les documents qu'elle envoie.

Art. 3. La présidence de la Commission est exercée par le président du Conseil.

La Commission désigne en son sein deux vice-présidents qui, en cas d'absence ou d'empêchement du président, le remplacent à tour de rôle. A défaut, la présidence est assumée par le doyen d'âge.

Le membre assurant en remplacement la présidence conserve voix délibérative.

Art. 4. Le secrétariat de la Commission est assuré par le secrétariat du Conseil.

Art. 5. Le président convoque la Commission autant de fois que cela est nécessaire, en fonction des buts qui sont assignés à la Commission. Il la convoque s'il estime qu'un problème particulier en rapport avec le travail intérimaire en Région wallonne le nécessite, ainsi que si une organisation le requiert.

Art. 6. La convocation mentionne les divers points de l'ordre du jour et comporte, en annexe, les pièces et documents relatifs aux points de l'ordre du jour. Elle est expédiée aux membres dix jours ouvrables avant la date de la séance. En cas d'urgence, appréciée par le président, la convocation peut être expédiée dans un délai plus court et ses annexes peuvent, exceptionnellement, être distribuées aux membres avant l'ouverture de la séance.

Art. 7. Seuls les points figurant à l'ordre du jour sont discutés.

Art. 8. La Commission ne peut délibérer valablement qu'en la présence d'au moins la moitié des membres, représentant respectivement les organisations des travailleurs et des employeurs.

Lorsque la condition prévue à l'alinéa précédent n'est pas remplie, le président en fait la constatation et lève la séance ou décide que la Commission continue à siéger traitant tout ou partie de l'ordre du jour sans toutefois pouvoir délibérer valablement.

Le président peut fixer immédiatement la date de la réunion au cours de laquelle les points figurant à l'ordre du jour de la séance levée seront examinés et pourront être délibérés quel que soit le nombre de membres présents, lors de cette seconde convocation.

Art. 9. Les séances de la Commission ne sont pas publiques. Les personnes qui assistent à quelque titre que ce soit aux réunions de la Commission sont tenues de respecter le secret des documents à caractère confidentiel ou personnel qui leur sont communiqués ainsi que le secret des votes et des délibérations.

Les procès-verbaux, rapports d'activités, rapports d'inspection ou autres documents ne peuvent ainsi être divulgués sauf pour consultation interne au sein des organisations.

- Art. 10. Les séances sont ouvertes, suspendues et closes par le président.
- Art. 11. Le président dirige les débats : il donne et reprend la parole. Il décide de l'invitation des experts. Sauf disposition contraire prise par la Commission et à charge de rendre compte à celle-ci, il assume à l'égard de l'extérieur la responsabilité politique de l'exécution des décisions prises.
- A cet effet :
- il signe les avis;
 - il prend toutes les mesures pour assurer, lorsqu'il échet, la diffusion des avis et recommandations de la Commission;
 - il assure les relations avec les pouvoirs publics et le secteur privé;
 - il veille à l'observance des dispositions légales et du règlement d'ordre intérieur de la Commission;
 - il prend les dispositions qu'appellent les cas exceptionnels et urgents, après avoir consulté les porte-parole des organisations.
- Art. 12. Tout membre suppléant est invité aux séances de la Commission et peut y assister. Sauf s'il remplace un membre effectif, il n'a pas voix délibérative.
- Art. 13. Un membre suppléant ne peut simultanément remplacer plus d'un membre effectif.
- Art. 14. Les membres de la Commission signent à chaque séance une liste de présence. Cette liste est jointe au procès-verbal.
- Art. 15. S'il le juge nécessaire, ou à la demande d'un groupe, le président accorde une suspension de séance.
- Art. 16. Les délibérations ou le vote sur un point prévu à l'ordre du jour peuvent être reportés à une séance ultérieure.
- Art. 17. Les votes ont lieu en principe à main levée sauf si la majorité des membres présents ou représentés demande le scrutin secret.
- Art. 18. Les avis, recommandations et décisions sont acquis à la majorité des voix. Pour calculer cette majorité, les abstentions n'entrent pas en ligne de compte. Lorsqu'au moment du vote, les membres représentant respectivement les travailleurs et les employeurs ne sont pas présents en nombre égal, le ou les plus jeunes membres de la partie en surnombre sont tenus de s'abstenir.
- Art. 19. La Commission s'efforce de rendre un avis unanime.
- Les avis et recommandations sont formulés sous forme de rapport exprimant les différents points de vue exprimés par les organisations.
- Art. 20. De manière générale, le procès-verbal donne un compte rendu non nominatif des échanges de vue et un compte rendu nominatif des votes intervenus.
- Art. 21. La Commission décide de toutes les mesures devant lui permettre d'accomplir au mieux sa mission.
- A cette fin :
- elle organise notamment des auditions communes avec les commissions des autres Régions et prend toute mesure destinée à promouvoir les échanges d'informations relatives à l'octroi, le renouvellement et le retrait d'agrément;
 - elle peut entendre les représentants des entreprises de travail intérimaire. Elle les prend ou les appelle en tout cas lors d'une procédure de première demande ou de retrait d'agrément;
 - elle peut créer des groupes de travail;
 - elle peut entendre des experts.
- Art. 22. Lors de ses travaux et de ses délibérations, la Commission se réfère notamment au Code de bonnes pratiques négocié au sein du Conseil, aux rapports biennaux d'activités fournis par les entreprises, aux rapports d'inspection, etc ...
- Art. 23. Les organisations présentent une liste double de candidats un mois au moins avant la date fixée pour le renouvellement de la Commission.
- Art. 24. Le président et les membres de la Commission se voient attribuer les jetons de présence et indemnités identiques aux jetons de présence et indemnités attribués aux membres du Conseil. La liste de présence sert de pièce comptable justificative.
- Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 15 janvier 1993 portant approbation du règlement intérieur de la Commission consultative pour l'agrément des entreprises de travail intérimaire.

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,

A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

D. 93 — 453

[C — 27085]

15. JANUAR 1993. — Ministerialerlaß zur Genehmigung der Geschäftsordnung der beratenden Kommission für die Zulassung der Zeitarbeitsbetriebe

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrats vom 27. Juni 1991 über die Zulassung der Zeitarbeitsbetriebe, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. September 1991 zur Durchführung der Artikel 2 und 15 des Dekrets des Wallonischen Regionalrats vom 27. Juni 1991 über die Zulassung der Zeitarbeitsbetriebe, insbesondere des Artikels 6,

Beschließt der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung:

Artikel 1. Die diesem Erlaß beigefügte allgemeine Geschäftsordnung der beratenden Kommission für die Zulassung der Zeitarbeitsbetriebe wird genehmigt.

Art. 2. Vorliegender Erlaß tritt am 1. Juli 1992 in Kraft.
Namur, den 15. Januar 1993.

A. LIENARD

Anlage zum Ministerialerlaß vom 15. Januar 1993

GESCHÄFTSORDNUNG DER BERATENDEN KOMMISSION FÜR DIE ZULASSUNG DER ZEITARBEITSBETRIEBE

Artikel 1. Für die Anwendung der vorliegenden Geschäftsordnung versteht man unter :

1° « Dekret » : das Dekret des Wallonischen Regionalrats vom 27. Juni 1991 über die Zulassung der Zeitarbeitsbetriebe;

2° « Erlaß » : den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. September 1991 zur Durchführung der Artikel 2 und 15 des Dekrets;

3° « Rat » : den Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region;

4° « Kommission » : die innerhalb des Rates gegründete beratende Kommission für die Zulassung der Zeitarbeitsbetriebe;

5° « Organisation » : die in der Kommission vertretenen repräsentativen Organisationen der Arbeitgeber und -nehmer;

6° « Gruppe » : die sämtlichen repräsentativen Organisationen der Arbeitgeber einerseits und der Arbeitnehmer andererseits;

7° « Betrieb » : den Zeitarbeitsbetrieb;

8° « Minister » : den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört;

9° « Verwaltung » : die « Direction générale de l'Economie et de l'Emploi » (Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung) des Ministeriums der Wallonischen Region.

Art. 2. Der Sitz der Kommission liegt beim Rat und jede für sie bestimmte Post soll dahin geschickt werden. Die vollständige Anschrift der Kommission muß auf alle von ihr geschickten Dokumenten angegeben werden.

Art. 3. Der Vorsitz der Kommission wird vom Vorsitzenden des Rates ausgeübt.

Die Kommission bezeichnet in ihrer Mitte zwei stellvertretende Vorsitzende, die in der Abwesenheit oder bei einer Verhinderung des Vorsitzenden ihn abwechselnd vertreten. Andernfalls wird der Vorsitz vom ältesten Mitglied übernommen.

Das Mitglied, das den Vorsitz als Vertreter übernimmt, behaltet eine beschließende Stimme.

Art. 4. Das Sekretariatsamt der Kommission wird vom Sekretariat des Rates ausgeübt.

Art. 5. Der Vorsitzende beruft die Kommission sooft ein, wie er es für notwendig hält, je nach dem Zielen, die sich die Kommission festgesetzt hat. Er beruft sie ein, wenn er der Meinung ist, daß es aufgrund eines besonderen Problems in bezug auf die Zeitarbeit in der Wallonischen Region erforderlich ist, oder auf Antrag einer Organisation.

Art 6. Die Einberufung gibt die verschiedenen Punkte der Tagesordnung an und beinhaltet eine Anlage mit den Belegen und Dokumenten bezüglich der Punkte der Tagesordnung. Sie wird den Mitgliedern zehn Werktage vor der Sitzung zugeschickt. Im Falle einer vom Vorsitzenden beurteilten Dringlichkeit darf die Einberufung innerhalb einer kürzeren Frist abgeschickt werden und ihre Anlagen dürfen ausnahmsweise vor der Eröffnung der Sitzung an die Mitglieder ausgegeben werden.

Art. 7. Nur die Punkte der Tagesordnung werden besprochen.

Art. 8. Die Beschlüsse der Kommission sind nur gültig, wenn mindestens die Hälfte der Mitglieder, die die Arbeitgeber- bzw. Arbeitnehmerorganisationen vertreten, anwesend ist.

Ist diese Bedingung nicht erfüllt, dann stellt der Vorsitzende es fest und hebt die Sitzung auf oder beschließt, daß die Kommission weitertagt und die Tagesordnung ganz oder teilweise bespricht, ohne aber, daß ihre Beschlüsse gültig sind.

Der Vorsitzende kann sofort das Datum der Zusammenrufung bestimmen, bei der die Tagesordnungspunkte der aufgehobenen Sitzung behandelt werden und gültige Beschlüsse über sie getroffen werden können, ohne die Anzahl der anwesenden Mitglieder bei der zweiten Einberufung zu berücksichtigen.

Art. 9. Die Sitzungen der Kommission sind keine öffentlichen Sitzungen. Die Personen, die in irgendwelcher Eigenschaft den Versammlungen der Kommission beiwohnen, müssen die Geheimhaltung der vertraulichen oder persönlichen Dokumente, die ihnen übermittelt werden, sowie der Stimmabgaben und der Beschlüsse achten.

Die Protokolle, Tätigkeits- und Inspektionsberichte oder andere Dokumente dürfen also nicht bekanntgemacht werden, außer für interne Beratung in den Organisationen.

Art. 10. Die Sitzungen werden vom Vorsitzenden eröffnet, aufgehoben und geschlossen.

Art. 11. Der Vorsitzende führt die Debatten : er erteilt und entzieht das Wort. Er entscheidet über die Einladung der Fachleute.

Sofern keine gegenteilige Verfügung durch die Kommission getroffen wird, und mit der Verpflichtung, ihr Bericht zu erstatten, trägt der Vorsitzende die politische Verantwortung für die Durchführung der getroffenen Beschlüsse.

Zu diesem Zweck .

— unterzeichnet er die Gutachten;

— ergreift er ggf. alle Maßnahmen für die Verbreitung der Gutachten und der Empfehlungen der Kommission;

— ist er für die Beziehungen mit den öffentlichen Behörden und dem Privatsektor zuständig;

— sorgt er für die Beachtung der gesetzlichen Verfügungen und der allgemeinen Geschäftsordnung der Kommission;

— trifft er nach Beratung mit den Vertretern der Organisationen alle Bestimmungen, die für außergewöhnliche und dringende Fälle erforderlich sind.

Art. 12. Jedes Ersatzmitglied wird zu den Sitzungen der Kommission eingeladen und darf ihnen beiwohnen. Wenn er kein effektives Mitglied vertritt, hat er keine beschließende Stimme.

Art. 13. Ein Ersatzmitglied darf nicht mehr als ein effektives Mitglied gleichzeitig vertreten.

Art. 14. Bei jeder Sitzung unterzeichnen die Mitglieder der Kommission eine Anwesenheitsliste. Diese Liste wird dem Protokoll beigelegt.

Art. 15. Wenn er es für notwendig hält, oder auf Antrag einer Gruppe, gewährt der Vorsitzende eine Sitzungsunterbrechung.

Art. 16. Die Beratungen oder die Stimmabgabe über einen Punkt der Tagesordnung dürfen auf eine spätere Sitzung verschoben werden.

Art. 17. Die Abstimmungen erfolgen prinzipiell durch Handerheben, außer wenn die Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder die Geheimwahl beantragt.

Art. 18. Die Gutachten, Empfehlungen und Beschlüsse werden mit Stimmenmehrheit getroffen. Für die Berechnung dieser Mehrheit werden die Enthaltungen nicht berücksichtigt. Wenn bei der Abstimmung die Arbeitgeber bzw. -nehmer vertretenden Mitglieder nicht in gleicher Zahl anwesend sind, muß bzw. müssen das oder die jüngste(n) Mitglied(er) der überzähligen Partei seine (ihre) Stimme enthalten.

Art. 19. Die Kommission versucht, ein einstimmiges Gutachten zu geben.

Die Gutachten und Empfehlungen werden in Form von einem Bericht, der die verschiedenen Standpunkte der Organisationen zum Ausdruck bringt, abgefaßt.

Art. 20. Im allgemeinen erstattet das Protokoll einen nicht namentlichen Bericht über die Meinungs- austausche und einen namentlichen Bericht über die Abstimmungen.

Art. 21. Die Kommission entscheidet über alle Maßnahmen zur bestmöglichen Ausführung ihrer Aufgabe.

Zu diesem Zweck :

— organisiert sie nämlich gemeinsame Anhörungen mit den Kommissionen der anderen Regionen und trifft jede Maßnahme zur Förderung des Informationsaustauschs über die Gewährung, die Erneuerung und den Entzug von Zulassungen;

— darf sie die Vertreter der Zeitarbeitsbetriebe anhören. Sie hört sie an oder ruft sie auf jeden Fall bei einem Verfahren für den ersten Zulassungsantrag oder -entzug;

— darf sie Arbeitsgruppen schaffen;

— darf sie Fachleute anhören.

Art. 22. Für ihre Arbeiten und ihre Beratungen bezieht sich die Kommission nämlich auf den Kode der loyalen Praktiken, der im Rat verhandelt wurde, auf die zweijährlichen Tätigkeitsberichte der Betriebe, auf die Inspektionsberichte usw.

Art. 23. Die Organisationen legen mindestens einen Monat vor dem festgesetzten Datum für die Erneuerung der Kommission eine doppelte Kandidatenliste vor.

Art. 24. Der Vorsitzende und die Kommissionsmitglieder erhalten die gleichen Anwesenheitsmarken und Vergütungen wie diejenigen, die den Mitgliedern des Rates gegeben werden. Die Anwesenheitsliste gilt als Beweisstück für die Buchhaltung.

Gesehen, um dem Ministerialerlaß vom 15. Januar 1993 zur Genehmigung der Geschäftsordnung der beratenden Kommission für die Zulassung der Zeitarbeitsbetriebe beigelegt zu werden.

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung

A. LIENARD

VERTALING

N. 93 — 453

[C — 27085]

15 JANUARI 1993. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Adviescommissie voor de erkenning van uitzendbureaus

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 27 juni 1991 betreffende de erkenning van uitzendbureaus, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 september 1991 houdende uitvoering van de artikelen 2 en 15 van het decreet van 27 juni 1991 betreffende de erkenning van uitzendbureaus, inzonderheid op artikel 8,

Besluit :

Artikel 1. Het bij dit besluit gevoegd huishoudelijk reglement van de Adviescommissie voor de erkenning van uitzendbureaus is goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1992.

Namen, 15 januari 1993.

A. LIENARD

Bijlage bij het ministerieel besluit van 15 januari 1993

HUISHOUDELIJK REGLEMENT VAN DE ADVIESCOMMISSIE
VOOR DE ERKENNING VAN UITZENDBUREAUS

Artikel 1. Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder :

1° « decreet » : het decreet van de Waalse Gewestraad van 27 juni 1991 betreffende de erkenning van uitzendbureaus;

2° « besluit » : het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 september 1991 houdende uitvoering van de artikelen 2 en 15 van het decreet;

3° « Raad » : de Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest;

4° « Commissie » : de binnen de Raad ingestelde Adviescommissie voor de erkenning van uitzendbureaus;

5° « vakorganisatie » : de op de Commissie vertegenwoordigde representatieve vakorganisaties van de werkgevers en werknemers;

6° « groep » : de gezamenlijke representatieve vakorganisaties van de werkgevers, enerzijds, en van de werknemers anderzijds;

7° « bureau » : het uitzendbureau;

8° « Minister » : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden Tewerksstelling behoort;

9° « Bestuur » : de « Direction générale de l'Economie et de l'Emploi » (Algemene Directie Economie en Tewerksstelling) van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 2. De zetel van de Commissie is bij de Raad gevestigd waar de voor haar bestemde post terecht dient te komen. Het volledig adres van de Commissie moet voorkomen op al de door haar verzonden documenten.

Art. 3. Het voorzitterschap van de Commissie wordt door de voorzitter van de Raad waargenomen.

De Commissie wijst in haar midden twee ondervoorzitters aan die de voorzitter beurtelings vervangen bij diens afwezigheid of verhindering. Bij onstentenis van beiden wordt het voorzitterschap door het oudste lid waargenomen.

Het lid dat het voorzitterschap bij wijze van vervanging waarneemt, blijft stemgerechtigd.

Art. 4. Het secretariaat van de Commissie wordt door het secretariaat van de Raad waargenomen.

Art. 5. De voorzitter roept de Commissie bijeen telkens als het nodig is, naar gelang van de aan de Commissie toegewezen doeleinden. Hij roept ze bijeen indien hij oordeelt dat een bijzonder probleem in verband met de uitzendarbeid in het Waalse Gewest het vereist of indien een vakorganisatie erom vraagt.

Art. 6. In de oproeping staan de verschillende punten van de agenda vermeld. De stukken en documenten met betrekking tot de op de agenda staande punten worden als bijlage bij deze oproeping gevoegd. De oproeping wordt tien werkdagen vóór de zittingsdatum naar de leden gestuurd. In geval van dringende noodzakelijkheid, die door de voorzitter wordt beoordeeld, mag de oproeping binnen een kortere termijn verzonden worden en mogen haar bijlagen uitzonderlijk vóór de opening van de zitting onder de leden verdeeld worden.

Art. 7. Enkel de op de agenda voorkomende onderwerpen worden besproken.

Art. 8. De Commissie kan slechts op geldige wijze beslissen in aanwezigheid van minstens de helft van de leden die de vakorganisaties van respectievelijk de werknemers en de werkgevers vertegenwoordigen.

De voorzitter stelt vast wanneer niet voldaan wordt aan de in het vorige lid bepaalde voorwaarde; hij heeft de zitting op of beslist dat de Commissie blijft zetelen om de agenda geheel of gedeeltelijk te behandelen zonder echter op geldige wijze te mogen beslissen.

De voorzitter mag de datum van de vergadering onmiddellijk vaststellen, waarop de op de agenda van de opgeheven zitting staande punten onderzocht zullen worden en beraadslaagd zullen kunnen worden, ongeacht het aantal aanwezige leden op de tweede zitting.

Art. 9. De zittingen van de Commissie zijn niet openbaar. De personen die de vergaderingen van de Commissie in enigerlei hoedanigheid bijwonen, dienen het geheim van de hen medegedeelde vertrouwelijke of persoonlijke documenten te eerbiedigen, alsmede het geheim van de stemming en van de beraadslaging.

De notulen, activiteitenverslagen, inspectieverslagen of andere documenten mogen derhalve niet bekendgemaakt worden, behalve voor interne raadpleging binnen de vakorganisaties.

Art. 10. De zittingen worden door de voorzitter geopend, opgeschort en opgeheven.

Art. 11. De voorzitter leidt de debatten : hij geeft en ontnemt het woord. Hij beslist over de uitnodiging van deskundigen.

Behoudens andersluidende bepaling genomen door de Commissie en op voorwaarde dat deze laatste rekenschap wordt gegeven is hij tegenover de externe instanties politiek verantwoordelijk voor de uitvoering van de genomen beslissingen.

Daartoe :

— ondertekent hij de adviezen;

— neemt hij alle nodige maatregelen ten einde, in voorkomend geval, de verspreiding van de adviezen en aanbevelingen van de Commissie te verzekeren;

— zorgt hij voor de betrekkingen met de overheid en de privésector;

— staat hij in voor de naleving van de wettelijke bepalingen en van het huishoudelijk reglement van de Commissie;

— neemt hij de in buitengewone omstandigheden en spoedgevallen vereiste maatregelen na de woordvoerders van de organisaties te hebben geraadpleegd.

Art. 12. Elk plaatsvervangend lid wordt op de zittingen van de Commissie uitgenodigd en mag ze bijwonen. Hij is niet stemgerechtigd, behalve wanneer hij een gewoon lid vervangt.

Art. 13. Een plaatsvervangend lid mag tegelijkertijd niet meer dan één gewoon lid vervangen.

Art. 14. Bij elke zitting ondertekenen de commissieleden een aanwezigheidslijst. Deze lijst wordt bij de notulen gevoegd.

Art. 15. Indien hij het noodzakelijk acht of op verzoek van een groep, kent de voorzitter een zitting-opschorting toe.

Art. 16. De beraadslagingen of de stemming met betrekking tot een op de agenda vermeld punt kunnen tot een volgende zitting uitgesteld worden.

Art. 17. De stemmingen geschieden in beginsel met opgeheven hand behalve indien de meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde leden om een geheime stemming vragen.

Art. 18. De adviezen, aanbevelingen en beslissingen worden bij meerderheid van stemmen aangenomen. Voor de berekening van deze meerderheid komen de stemonthoudingen niet in aanmerking. Wanneer de leden die respectievelijk de werknemers en de werkgevers vertegenwoordigen, op het ogenblik van de stemming niet in gelijk aantal aanwezig zijn, dan mag (mogen) het (de) jongste lid (leden) van de overvallige partij zijn (hun) stem(men) niet uitbrengen.

Art. 19. De Commissie tracht een eenstemmig advies uit te brengen. De adviezen en aanbevelingen worden opgesteld in de vorm van een verslag van de verschillende door de organisaties uitgedrukte standpunten.

Art. 20. Over het algemeen geven de notulen een overzicht van de gedachtenwisselingen zonder vermelding van de namen alsook een nominatief overzicht van de stemmingen.

Art. 21. De Commissie beslist over alle nodige maatregelen die haar in staat stellen haar opdracht zo goed mogelijk te vervullen.

Daartoe :

— organiseert ze onder meer gezamenlijke hearings met de commissies van de andere Gewesten en neemt ze alle maatregelen met het oog op de bevordering van de informatieuitwisselingen betreffende de toekenning, de vernieuwing en de intrekking van vergunningen;

— kan ze de vertegenwoordigers van de uitzendbureau's horen. Ze hoort of roept ze in ieder geval bij een procedure van eerste aanvraag of intrekking van een vergunning;

— kan ze werkgroepen instellen;

— kan ze deskundigen horen.

Art. 22. Tijdens haar werkzaamheden en beraadslagingen verwijst de Commissie met name naar het Wetboek van goede praktijken waarover binnen de Raad werd onderhandeld, naar de twejaarlijkse door de ondernemingen verstrekte activiteitenverslagen, naar de inspectieverslagen, enz.

Art. 23. Ten minste één maand vóór de voor de vernieuwing van de Commissie vastgestelde datum stellen de organisaties een dubbele kandidatenlijst voor.

Art. 24. De voorzitter en de leden van de Commissie ontvangen presentiegeld en vergoedingen gelijk aan het presentiegeld en de vergoedingen die aan de leden van de Raad worden toegekend. De aanwezigheidslijst dient als verantwoordingsstuk.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 15 januari 1993 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Adviescommissie voor de erkenning van uitzendbureaus

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,

A. LIENARD

AUTRES ARRÊTÉS — ANDERE BESLUITEN

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 21 janvier 1993, M. Nys, A., officier judiciaire près le parquet du tribunal de première instance à Anvers, est nommé à la date du 1^{er} février 1993, officier commissaire aux délégations judiciaires près ce parquet.

Par arrêté royal du 15 février 1993, produisant ses effets le 18 janvier 1993, est acceptée la démission de M. Wuyts, J., de ses fonctions de juge suppléant au tribunal de première instance de Malines.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 15 février 1993, Mme De Proost, A., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Malines, est désignée en qualité de premier substitut du procureur du Roi près ce tribunal, pour un terme de trois ans, prenant cours le 25 février 1993.

Par arrêté royal du 26 octobre 1992, Mme De Rouck, N., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Gand, est désignée en qualité de premier substitut du procureur du Roi près ce tribunal, pour un nouveau terme de trois ans, prenant cours le 12 mars 1993.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 21 januari 1993 wordt de heer Nys, A., gerechtelijk officier bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, met ingang van 1 februari 1993, benoemd tot officier-commissaris voor gerechtelijke opdrachten bij dit parket.

Bij koninklijk besluit van 15 februari 1993, dat uitwerking heeft met ingang van 18 januari 1993, is aan de heer Wuyts, J., ontslag verleend uit zijn ambt van plaatsvervangend rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 15 februari 1993 is Mevr. De Proost, A., substituu-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, aangewezen tot eerste substituu-procureur des Konings bij deze rechtbank, voor een termijn van drie jaar, met ingang van 25 februari 1993.

Bij koninklijk besluit van 26 oktober 1992 is Mevr. De Rouck, N., substituu-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent, aangewezen tot eerste substituu-procureur des Konings bij deze rechtbank, voor een nieuwe termijn van drie jaar, met ingang van 12 maart 1993.